noncés en faveur d'augmenter le prix de cette licence.

Il a aussi décidé de demander à la Chambre de Commerce de Montréal de se joindre à la Chambre de Commerce de Québec pour obtenir une législation dans ce sens.

Des plaintes réitérées ont été faites au sujet des retards éprouvés par les malles sur ce qu'on est convenu d'appeler la ligne courte, via Témiscouata et Edmonston à St-Jean. Le conseil décide d'appeler l'attention des autorités fédérales sur cet état de choses. Le conseil a aussi considéré la question de faire délivrer à Halifax les marchandises européennes expédiées au Canada et de les envoyer vers l'ouest par le chemin de fer du gouvernement canadien, au lieu de les faire délivrer dans un port américain.

CHAMBRE DE COMMERCE DU DISTRICT DE MONTRÉAL

La réunion hebdomadaire du conseil de la Chambre de Commerce du District de Montréal, a eu lieu vendredi le 16 novembre. Présents: MM. H. Laporte, président, au fauteuil; D. Rolland, D. Parizeau, C. P. Chagnon, G. Boivin, J. X. Perrault, C. Catelli, Jos. Contant, A. Amond, F. D. Shallow, S. Côté.

Assistaient aussi à la séance MM. Hon. Louis Tourville, Jacques Grenier, de la Barte, Monier, etc., membres de la chambre.

Le secrétaire donne lecture d'une communication de l'hon. M. Beaubien, en réponse à la résolution de M. Parizeau concernant la betterave à sucre. M. Beaubien dit qu'il va faire l'enquête demandée sur le nombre d'arpents que les cultivateurs de la division législative Montarville seraient disposés à consacrer à la culture de la betterave à sucre, dans le but de s'assurer s'il serait possible d'établir une sucrerie dans cette division, et qu'il en transmettra le résultat à la chambre.

MM. Perrault, Boivin et Faucher, sont nommés un comité des questions municipales et une lettre avec copie de bill provenant de la Volunteer Electoral League, leur est déferé.

Lu une lettre de M. Gussy, de Podensac (Gironde) demandant à être mis en relation avec un commerçant de bestiaux; il dit qu'il peut acheter 150 bœufs et 1,500 moutons par mois et qu'il paiera en or sur embarquement à Montréal. Cette lettre est transmise à l'association des exportateurs de bestiaux.

Le rapport financier du banquet est soumis. Il constate un surplus de recettes de \$88.00.—Adopté.

A propos des résolutions adoptées à la dernière réunion, concernant la pulpe de bois, le président donne la parole à l'honorable M. Tourville qui a demandé à être entendu à ce sujet. M. Tourville fait remarquer que l'imposition d'un droit différentiel de coupé sur le bois à pulpe, ferait retomber tout le commerce de bois avec les Etats-Unis sous le régime du tarif McKinley, et il demande la reconsidération des résolutions. M. Jacques Grenier parle dans le même sens. M. Guillaume Boivin s'oppose à la reconsidération.

M. Monier fait remarquer que les résolutions sont basées sur une erreur. Les droits sous le tarif McKinley étaient bien de \$2.50 la tonne sur la pulpe moulue en mécanique; de \$6.00 sur la pulpe chimique non blanchie et de \$7.00 sur la pulpe chimique blanchie; mais le nouveau

tarif n'impose plus qu'un droit *ad valorem* de 10 p. c. sur toutes les sortes de pulpe.

On demande quelle est la valeur de la pulpe de bois. M. Monier répond que la pulpe moulue vont de 2½c à 3c. la livre et la pulpe chimique de 5 à 6c. Les droits actuels seraient donc de 50 à 60c par tonne sur la première et de \$1.00 à \$1.20 sur la seconde.

M. le consul général de France est introduit pendant les délibérations; il prend place à la droite du président.

Après quelques remarques de M. J. X. Perrault, appuyant la demande de reconsidération des résolutions.

M. Rolland explique que le rapport de M. Lefebvre l'a induit en erreur. Maintenant qu'il sait que le tarif est de 10 p. c. *ad valorem* sur la pulpe de bois, il le propose, appuyé de M. Contant, que ces résolutions soient considérées comme non avenues. Adopté.

M. Perrault fait ensuite la motion suivante.

Considérant que le commerce et le public voyageur exigent des communications journalières entre la ville de Montréal et les paroisses du Sud;

Considérant que le chemin de fer de la rive Sud est disposé à donner un service quotidien depuis Sorel jusqu'à Montréal, pendant la saison d'hiver, alors qu'il n'y a pas d'autre moyen de communication, mais qu'elle en est empêchée le dimanche, parce que le Grand Tronc lui refuse le service du pont Victoria ce jour-là.

Résolu, que cette chambre prie la compagnie du Grand Tronc de vouloir bien, dans l'intérêt du commerce et des populations de la rive Sud, d'organiser un service du matin et du soir entre Montréal et Saint-Lambert en correspondance avec le chemin de la rive Sud, et que MM. Perrault, Parizeau, Laporte et Tourville soient délégués auprès du directeur de la compagnie pour solliciter cette faveur au nom de la chambre de commerce.

Adopté.

Puis la séance étant levée; avant de se séparer, les membres présents burent un verre de champagne à la santé de M. le consul général de France.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL

A la réunion du conseil de la Chambre de Commerce (Board of Trade), mardi, le 20 nov. courant, étaient présents MM. W. W. Ogilvie, président, James A. Cantlie, Edgar Judge, John Baird, E. S. Clouston, Wm. Cunningham, J. D. Rolland, A. A. Thibaudeau, E. J. Hart, D. L. Lockerby, D. A. McPherson, David Robertson et Charles F. Smith.

Le secrétaire ayant donné lecture d'une communication de la Volunteer Electoral League, demandant la sanction du conseil au projet d'amendements à la charte de Montréal préparé par elle, le conseil décida d'approuver ce projet.

On se plaint de ce que les malles pour le haut de la vallée de l'Ottawa ne sont pas régulièrement expédiées à la fin de chaque semaine; ainsi, une lettre à cette destination, mise à la poste le vendredi soir, n'est expédiée que le lundi suivant. Le secrétaire reçoit instruction de voir le Maître de Poste à ce sujet, et, si c'est nécessaire, d'écrire à Ottawa.

Nous rappelons à nos abonnés que le prix de l'abonnement est strictement payable d'avance.

NOTES COMMERCIALES

La récolte de pommes aux Etats-Unis est estimée à 45,000,000 de barils. Il en sera exporté probablement de 500,000 à 700,000 barils.

Les inspecteurs de bétail à Montréal estiment que l'exportation de bétail cette année, a mis dans les mains des cultivateurs environ \$5,000,000.

L'assemblée mensuelle de l'Association des marchands détaillants de nouveautés qui devait avoir lieu la semaine dernière, n'a pas été tenue faute de quorum.

Les trois provinces maritimes, la Nouvelle Ecosse, le Nouveau Brunswick et l'Île du Prince Edouard, ont produit l'année dernière, 49,480 quarts d'huîtres, évalués à \$148,440 contre 54,555 quarts, en 1892, évalués à \$163,569. La diminution porte sur la production des trois provinces.

Un arrêté du conseil du gouvernement fédéral a nommé une commission composée de MM. P. S. Archibald, ingénieur en chef de l'Intercolonial, Wm Pierce, ingénieur des mines, W. H. Allison, inspecteur des domaines, pour s'enquérir des tarifs de transport sur le réseau du Pacifique Canadien.

Le *Moniteur du Commerce*, reproduit, en leur donnant une signification particulière qui n'y est pas, puisque nous sommes restés dans la généralité, nos remarques sur les droits du journalisme; mais, tout naïvement, il trouve que quelques unes de ces remarques s'appliquent à son cas. Ce n'est pas nous qui le lui avons dit.

L'association des épiciers de gros de Montréal se plaint de la concurrence de maisons d'Ontario sur les sucres. Les épiciers de gros de Montréal sont tenus, par l'entente qu'ils ont entre eux, de vendre les sucres raffinés à un prix déterminé jusqu'à Brockville à l'ouest. Or des maisons de Kingston, d'Ottawa et d'ailleurs, qui ne font pas partie du combine, viennent à l'est de Brockville vendre des sucres au dessous du prix fixé, et, par ce moyen, parviennent à enlever de la clientèle à celles de Montréal. Il est probable que l'association va reporter vers l'est la limite du territoire combiné.

De *Dun's Review*: "La garantie contre toute législation perturbatrice que viennent de donner les élections aux Etats Unis) a produit de l'amélioration dans le ton des affaires de toutes les branches de l'industrie et une augmentation des transactions dans quelques unes, mais en somme on ne constate que très peu de changement dans les ventes réelles ou dans les commandes. Nombre d'usines, principalement dans les cotonnades, ont augmenté leurs heures de travail; mais il est encore douteux que la demande de la consommation suffise pour alimenter les industries en général dans leur production actuelle. La saison est trop avancée pour qu'on attende une augmentation de l'activité avant le 1er janvier; et les légers changements que l'on constate dans les prix sont en baisse."